

Peuplement et migrations dans la région du Mt Elgon (Kenya) :

les enseignements du recensement de 1999

Valérie Golaz, INED

Le Mt Elgon (4321 m d'altitude) se situe sur une frontière internationale, entre le Kenya et l'Ouganda, et constitue des deux côtés de cette frontière une réserve naturelle dont la population est exclue. Outre la présence d'une frontière internationale, qui permet de distinguer l'influence des politiques nationales sur les dynamiques de peuplement, cette région présente l'intérêt supplémentaire d'être constituée de territoires aux statuts fonciers différents, ce qui entraîne des dynamiques de peuplement variées et complémentaires. Ces dynamiques apportent un éclairage nouveau à la relation entre population et environnement dans cette région, généralement perçue à travers l'étude d'associations de protection de la nature. Cette présentation part de ce que l'on sait, à travers la littérature et les archives, du peuplement local depuis le début de la période coloniale jusqu'aux années 1990, pour arriver à l'analyse des données du recensement kenyan de 1999 pour les districts de Bungoma, Mt Elgon et Trans Nzoia qui entourent la réserve naturelle. Cette dernière partie ne porte pour l'instant que sur la partie kenyane de la région, la partie ougandaise ne sera développée qu'à partir de l'obtention des données du recensement de 2001.

La croissance démographique élevée dans l'ensemble du Kenya, malgré une baisse de la fécondité marquée, entraîne une pression foncière toujours croissante en milieu rural. La région du Mt Elgon, à l'extrême ouest du pays, ne fait pas exception. Comme le reste du Kenya, le Mt Elgon connaît un accroissement naturel extrêmement soutenu de sa population depuis 30 ans. La densification rapide de la population entraîne des processus d'adaptation diversifiés (intensification des cultures, diversification économique, baisse de la fécondité, migration, expansion territoriale,...). Mais la baisse de la fécondité est relativement faible dans la région, et le taux d'accroissement naturel de la population va probablement demeurer supérieur à 2% par an pendant encore quelques temps. La migration est limitée par une économie ralentie et un marché foncier saturé dans l'ensemble des régions fertiles. L'une des dernières possibilités resterait l'expansion territoriale, du fait de la présence d'une réserve naturelle, la réserve forestière du Mt Elgon, qui couvre les flancs de la montagne. Mais depuis l'établissement de la réserve, la population en est exclue, et tout front pionnier d'altitude est prohibé et combattu. Une exception cependant existe : il s'agit de 100 km² de forêt, déclassée dans les années 1970 pour permettre l'installation d'habitants chassés de la réserve. Du côté ougandais, la pression croissante de la population en direction de la réserve forestière va de pair avec un durcissement de la réglementation concernant l'accès à cette réserve. Les limites de la réserve naturelle ont été redéfinies en 1992, conduisant à l'éviction de milliers de familles plus ou moins récemment installées sur d'anciennes parties de la forêt. Dans les deux pays, les dynamiques de peuplement aux abords de la réserve forestière, c'est à dire dans l'ensemble des piémonts de la montagne, ne peuvent être compris sans un éclairage historique.

Les variations actuelles dans la répartition spatiale de la population s'expliquent en partie à la lumière d'un héritage territorial très particulier qui remonte à la colonisation britannique. Au début du XX^{ème} siècle se sont mis en place des compartiments territoriaux aux statuts fonciers différents. Contrairement à l'Ouganda, le Kenya était une colonie de peuplement, et une partie importante des terres les plus fertiles du pays ont progressivement été aliénées au profit de colons étrangers. C'est le cas du côté est de la montagne, dans ce qui forme aujourd'hui le district de Trans Nzoia, constitué d'anciennes grandes fermes européennes, qui a constitué un pôle d'attraction majeur à l'indépendance, pour des populations provenant du centre et de l'ouest du pays (principalement kikuyu et luhya) lors de la mise sur le marché de la majeure partie de ces exploitations agricoles, morcelées ou non. Les autres versants de la

montagne sont principalement peuplés de personnes appartenant à deux groupes ethno-linguistiques, que l'on retrouve des deux côtés de la frontière internationale, les Sabaot (Sebei en Ouganda) et les Bukusu (Gisu en Ouganda). Ces groupes font face aux mêmes problèmes d'accès à la réserve forestière. La réglementation concernant cette réserve a évolué au cours du siècle. Au Kenya par exemple, au début de la période coloniale, la présence d'un groupe de pasteurs dans les landes d'altitude du sommet du volcan était tolérée, mais son passage progressif à l'agriculture, entraînant un défrichage de la forêt par le haut, a conduit à l'éviction officielle de ce groupe de la réserve naturelle. En 1973, une partie de la réserve forestière située à sa limite la plus basse, la zone de Kopsiro, a été déclassée pour la réinstallation de ces gens. En pratique, il semblerait que cette zone de colonisation agricole officiellement mise en place ait profité à des familles d'origines très diverses.

A plusieurs reprises au cours de l'histoire mouvementée des deux pays, en raison d'affiliations politiques divergentes, dans un contexte de densification rapide de la population, Les deux communautés voisines se sont opposées, ou ont été montées l'une contre l'autre. Ainsi, indépendamment de relations matrimoniales importantes dans le passé, et de liens économiques toujours fondamentaux à l'heure actuelle, les relations entre Bukusu et Sabaot au Kenya (de même qu'entre Gisu et Sebei en Ouganda) se sont progressivement détériorées, phénomène qui a atteint son paroxysme en 1979 en Ouganda et en 1992 au Kenya. Dans ce dernier cas, de violents conflits ont conduit à la création du district du Mt Elgon, au profit des Sabaot, et à une redistribution de terres entre Sabaot et Bukusu le long de la limite de ce nouveau district.

L'exploitation des données individuelles du dernier recensement kenyan (1999) apporte des réponses à de nombreuses questions concernant les dynamiques de peuplement des dernières décennies. L'identité ethnique déclarée ne fait plus partie des caractéristiques disponibles dans les données de recensement au Kenya, ce qui ne permet de développer une analyse fine des relations intercommunautaires par la répartition spatiale ou le mariage. En revanche, trois questions directes concernent la mobilité spatiale : le district de naissance, celui de résidence 12 mois avant le recensement, et la durée de résidence dans le district de recensement pour ceux qui sont nés ailleurs. L'analyse de ces questions, à partir des caractéristiques des individus et des territoires, à l'échelle des plus petites unités administratives, permet de documenter les dynamiques de peuplement des anciennes terres européennes du district de Trans Nzoia depuis l'indépendance, les flux entre les districts de Bungoma et de Mt Elgon, et les entrées en provenance de l'Ouganda voisin.

La faible importance des migrations trans-frontalières contraste fortement avec les dynamiques de peuplement que l'on observe dans les piémonts. Des différences de densité attestent de la polarisation des mobilités vers les zones de moindre altitude, villes et axes routiers, ainsi que des conflits qui ont touché les communautés locales au cours des années 1990. Les caractéristiques individuelles des migrants montrent une persistance des migrations pour certains groupes de la population (jeunes scolarisés par exemple) et des changements importants dans le domaine du mariage.

On dispose de plus pour 1989 (date du recensement précédent) de la répartition de la population par unité administrative. Ces données agrégées ne permettent pas une cartographie aussi fine des densités humaines et de la mobilité que celles de 1999, mais permettent à une échelle moins précise l'analyse de l'accroissement inter-censitaire de la population. Les changements dans la répartition spatiale de la population, entre 1989 et 1999, attestent de l'accroissement rapide des densités dans l'ensemble de la région et de la pression croissante de la population sur la réserve naturelle. Associés à une analyse de la structure de la population dans les unités administratives de la région, ces résultats peuvent être relativisés et les déplacements de population des années 1990 confirmés.

Une analyse approfondie des caractéristiques de la population de la zone de Kopsiro, défrichée et peuplée à partir des années 1970, dresse un bilan partiel de la viabilité et du succès de cette initiative.